

Raymond Aron, un stratégiste nucléaire entre deux mondes

Antony Dabila, Thomas Meszaros

► **To cite this version:**

Antony Dabila, Thomas Meszaros. Raymond Aron, un stratégiste nucléaire entre deux mondes. Repenser les stratégies nucléaires: continuités et ruptures. Hommage à Lucien Poirier, 2019, Enjeux internationaux, 978-2-8076-1042-2. hal-03256149

HAL Id: hal-03256149

<https://hal-univ-lyon3.archives-ouvertes.fr/hal-03256149>

Submitted on 10 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Raymond Aron, un stratéguiste nucléaire entre deux mondes

Antony DABILA et Thomas MESZAROS

*Nuclear weapons played a triple role in the edification of Raymond Aron's intellectual work : obviously in the comments he made and positions he adopted inside the nuclear strategic debate from 1945 to 1983, but also in the genesis of his theory of international relations and of war (culminating in the *Paix et guerre* and in *Penser la guerre, Clausewitz*), and lastly in his personal biography as a "committed observer" of the French and transatlantic strategic debates¹.*

L'épigraphe de Christian Malis résume de manière pertinente le triple rôle joué par les armes nucléaires dans l'œuvre intellectuelle de Raymond Aron. La présente contribution s'inscrit dans la continuité de ce travail pionnier. Même si elle en reprend nécessairement les deux premiers axes dégagés par Christian Malis, elle insiste plus particulièrement sur le troisième qui concerne la place de Raymond Aron dans le débat stratégique nucléaire franco-américain. Notre contribution part du constat que la guerre a occupé une place essentielle dans la vie et l'œuvre de Raymond Aron. Elle se traduit tout d'abord par une relation d'ordre théorique entre le sociologue et la guerre entendue comme fait social total. À ce titre, la guerre a été l'objet central de sa réflexion sociologique et historique. Elle traduit également une relation d'ordre empirique entre l'homme et le phénomène guerrier qui explique que l'œuvre de Raymond Aron est tout entière marquée par l'expérience de la guerre — Première puis Seconde Guerre mondiale, guerres de décolonisation, Guerre froide — dans son spectre le plus large, de l'usage modéré de la violence à la guerre totale et sa dimension apocalyptique².

Auteur central des Relations internationales en France, Raymond Aron est également un auteur, à la différence d'autres spécialistes des relations internationales de la même période, notamment son *double français* Marcel Merle, qui a eu de son vivant une large reconnaissance internationale. Sa contribution fut en particulier jugée décisive aux États-Unis, terre la plus fertile des Relations internationales, où il participera, au sein des séminaires de Relations internationales de Harvard, à la formation intellectuelle des acteurs les plus emblématiques de la diplomatie des années 60 et 70, comme Henry Kissinger³. Raymond Aron a non seulement influencé le débat de son époque en France, mais aussi plus largement en Europe et aux États-Unis. Son apport aux Relations internationales est théorique, sociologique et historique⁴. Mais, dans la tradition aristotélicienne, cet apport est également normatif. En effet, Raymond Aron n'envisage pas une *science* des relations internationales qui serait déconnectée de sa vocation pratique. Encore moins ne conçoit-il cette science comme détachée des problèmes que posent les relations internationales contemporaines à l'âge, radicalement nouveau, du nucléaire. La « praxéologie », science de l'action, effectue une synthèse de la théorie, de la sociologie et de l'histoire. Elle est pour lui l'horizon de toute réflexion sérieuse sur les relations internationales. Son apport aux études stratégiques est indissociable de son analyse des relations internationales.

¹ Christian Malis, « Raymond Aron, war and nuclear weapons. The primacy of politics paradox », in Olivier Schmitt (dir.), *Raymond Aron and International Relations*, Londres & New York, Routledge, 2018, p. 93.

² Thomas Meszaros, « The French Tradition of Sociology of International Relations: An Overview », *The American Sociologist*, vol. 48, n°3-4, 2017, p. 312.

³ Stanley Hoffmann, « Raymond Aron et la théorie des relations internationales », *Politique étrangère*, n° 4, 2006, p. 724.

⁴ Voir *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962 ; « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ? », *Revue Française de Science Politique*, 1967, p.837-861 ; *Penser la guerre : Clausewitz*, Paris, Gallimard (2 vols.), 1976.

Reformulant la thèse wébérienne, Raymond Aron considère que le système international, à la différence des systèmes politiques intérieurs, est caractérisé par une absence du monopole de la violence légitime. Il est décentralisé. Cette anarchie permanente rend le recours à la violence, à la guerre, non seulement possible, mais également normal pour réguler les relations entre les États. Raymond Aron est un penseur de la guerre. Pour lui, loin d'être une pathologie du système international, la guerre est une modalité des relations internationales avec la diplomatie. Le diplomate et le soldat sont ainsi pour lui les deux figures paradigmatiques et routinières des relations internationales. L'apparition d'une nouvelle catégorie d'armes à la sortie de la Seconde Guerre mondiale est venue modifier les pratiques traditionnelles utilisées par les États pour réguler leurs relations. Pour penser le nouveau type de guerre issu de l'utilisation militaire de l'énergie atomique, Raymond Aron a consacré de nombreux travaux à la stratégie, en particulier à la stratégie nucléaire, qui ouvrent la voie à son entreprise théorique, à sa « sociologie des relations internationales » qui est en réalité une « sociologie de la bipolarité nucléaire »⁵. Raymond Aron comprend très tôt la spécificité de l'équilibre nucléaire qui produit une situation inédite dans l'histoire des relations internationales où la « *paix est impossible et la guerre improbable* »⁶. Dans sa pensée, l'avènement de l'arme nucléaire a modifié la trajectoire historique des relations internationales. Pour le penseur de la guerre, l'arme nucléaire pose un problème d'ordre politico-stratégique, elle modifie les enjeux et le degré de la guerre, mais aussi d'ordre philosophique, car elle implique une prudence dans l'action⁷. La guerre de Corée, et le risque de troisième guerre mondiale que Raymond Aron entrevoit avec ce conflit confirmeront son intuition.

Du « spectateur engagé » au « spectateur désengagé »

Raymond Aron représente par excellence la figure de l'intellectuel européen, maîtrisant les débats intellectuels des principaux pays de son temps, qui plus est dans leur langue originale. La formation intellectuelle de Raymond Aron débute durant l'entre-deux-guerres. À cette période, l'activité académique la plus intense se situait, en plus de la France, dans trois foyers bien identifiés : l'Allemagne, l'Angleterre et les États-Unis. Jeune doctorant en Allemagne entre 1930 et 1933, Raymond Aron a pu parfaire la connaissance de la langue et de l'œuvre de G.W.F. Hegel pour en tirer une thèse ardue et féconde sur la philosophie de l'histoire. Observant avec attention les tendances théoriques des années 30, il acquit outre-Rhin une parfaite connaissance du paysage intellectuel de la bouillante république de Weimar.

Lointain neveu de Marcel Mauss et Émile Durkheim, pacifiste et homme de gauche convaincu dans sa jeunesse, il revint wébérien, anticommuniste farouche et très pessimiste sur la possibilité de contenir l'idéologie nazie. Refusant toute conception déterministe dans les sciences humaines (et donc dans la science politique en gestation pendant les années 30), il rompt non seulement avec l'hégélianisme de Marx, mais plus généralement avec toute philosophie de l'histoire à prétention « téléologique », croyant pouvoir définir de manière irréfutable un but à l'ensemble des sociétés humaines. À son retour en France, sa principale contribution au débat sociologique sera l'implantation de la première école de sociologie

⁵ Thomas Meszaros, « The French Tradition of Sociology of International Relations: An Overview », art. cité, p.312. Parmi les travaux qui ouvrent la voie à son œuvre maîtresse, *Paix et guerre entre les nations*, parue en 1962 notons en particulier *Le Grand schisme* paru en 1948, *Les guerres en chaîne* paru en 1951, *La coexistence pacifique*, paru en 1953 sous le pseudonyme de François Houtisse, *La société industrielle et la guerre* paru en 1959.

⁶ Raymond Aron, *Le Grand schisme*, Paris, Gallimard, 1948.

⁷ Voir Raymond Aron, « Autoportrait », *Commentaire*, 4, 116, 2006, p. 906 ; Voir également, Thomas Meszaros, « The French Tradition of Sociology of International Relations: An Overview », art. cité, p.314.

historique compréhensive dans une université française dominée par le legs durkheimien, entretenu par Mauss et annonçant déjà l'hégémonie structuraliste de l'après-guerre⁸.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, Raymond Aron fit le choix de rejoindre le général de Gaulle à Londres. Entre 1940 et 1944, il fit deux expériences déterminantes. D'une part, il découvrit l'état d'esprit anglo-saxon imprégné du libéralisme politique et intellectuel alors à l'œuvre dans le débat académique et parlementaire. D'autre part, il vécut une coopération prolongée et intime avec le pouvoir, en l'occurrence celui en exil du général de Gaulle. Éditorialiste renommé du journal *La France Libre* qu'il a fondé avec Labarthe, Raymond Aron mit à profit sa connaissance des idéologies et de la modération politique britannique pour lutter contre le fascisme triomphant et influencer les décisions politiques qui furent prises pendant la guerre et dans les premiers temps de la Libération. Peut-être influencé par la vision nouvelle portée par l'aréopage de conseillers universitaires réunis autour de Franklin Roosevelt (le *Brain Trust*), Raymond Aron prit la décision d'entrer en politique à son retour à Paris. Conseiller auprès du ministre de l'Information, André Malraux, entre 1945 et 1946, il refuse la proposition d'intégrer l'Université de Bordeaux en tant que professeur de sociologie. Son activité d'enseignement se concentre alors dans l'École nationale d'administration et l'École libre des sciences politiques de Paris nouvellement créées. Ces deux écoles, pour Raymond Aron, sont l'ébauche de *government schools*, inspirées du modèle américain, où l'influence sur les futurs décideurs serait plus efficacement distillée que depuis une chaire universitaire⁹.

Cependant, la réorientation de la carrière Raymond Aron tout au long des années 50 témoigne de deux réalités. D'une part, il est alors plus connu comme éditorialiste que comme sociologue. D'autre part, il fait le constat que son implication active au service de la nation s'est progressivement dissipée jusqu'à devenir illusoire. Gaulliste de la première heure, il avait attisé les doutes puis la colère des gaullistes, et du général lui-même qui était devenu réticent à son égard, par ses prises de position critiques quant à la politique menée par De Gaulle. L'article qu'il publie en 1943 dans le journal *La France libre* intitulé « L'ombre des Bonaparte » où il interroge le devenir de la politique française suite à la libération du pays au travers de parallèles de la trajectoire historique de la figure du héros national, de Napoléon I^{er} aux fascismes XXe siècle consacre sa rupture avec le gaullisme¹⁰. Il quitte pourtant, l'année de l'entrée dans la Guerre froide, *Les Temps modernes*, qu'il avait contribué à fonder avec Jean-Paul Sartre en 1945, et adhère, suite au discours de Strasbourg, le 7 avril 1947, au Rassemblement du peuple français (RPF). Il anime même, à partir de 1949, la revue *La liberté de l'esprit* qui est l'organe de réflexion du parti ce qui lui vaudra les attaques de Jean-Paul Sartre qui le qualifiera de « *philosophe RPF* »¹¹. Son engagement politique, de 1947 à 1953, retardera son entrée en Sorbonne où il obtient, en 1955, une chaire de sociologie. Ses prises de position sur la question de l'indépendance de l'Algérie mettront un terme définitif à son aventure gaulliste. Dès lors, sa

⁸ Raymond Aron, *La Sociologie allemande contemporaine*, Paris, PUF, 1935.

⁹ Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le général de Gaulle, alors président du gouvernement provisoire de la République française, a souhaité une réforme de la fonction publique. Cette réforme menée par Michel Debré devait notamment réfléchir à la question de la formation des hauts fonctionnaires de l'État. La création de l'École nationale d'administration et la nationalisation de l'École libre des sciences politiques, qui devient l'Institut d'études politiques de Paris, en 1945, devaient répondre à cet enjeu.

¹⁰ Raymond Aron, « L'Ombre des Bonaparte », *La France Libre*, tome VI, n° 34, 16 août 1943, p. 280-288, article réédité dans Raymond Aron, *Chroniques de guerre*, Paris, Gallimard, 1990, p. 763-778.

¹¹ Voir Raymond Aron, *Politique française. Articles 1944-1977*, Paris, Éditions de Fallois, 2016 ; Nicolas Baverez et André-Jean Tudesq, *De Gaulle et le RPF 1947-1955*, Paris, Armand Colin, 1998, p.681-692, p. 706-714 et le texte de Nicolas Baverez « Aron et De Gaulle » en ligne sur <https://www.parutions.com/pages/1-4-7-1598.html> (consulté le 14 juillet 2018). Sur la brouille entre Raymond Aron et Jean-Paul Sartre voir Jean-François Sirinelli, *Deux intellectuels dans le siècle, Sartre et Aron*, Paris, Fayard, 1995.

carrière universitaire se poursuivra à l'École de hautes études en sciences sociales (EHESS) où il sera directeur d'étude puis au Collège de France où il obtient un poste de professeur en 1971¹².

Raymond Aron ne reviendra plus à la vie politique. À partir du milieu des années soixante, alors que la France affirme sa posture d'indépendance nationale et se retire de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, celui qui aurait rêvé être le « Kissinger français »¹³ se désengage progressivement du débat stratégique où il figurait en première ligne. Désormais « *spectateur désengagé* », selon la formule de Christian Malis, il décrira en termes amers sa relation avec le général de Gaulle, avec le parti du rassemblement pour la France et sa participation active au débat stratégique. Témoin direct de la montée vers le cabinet présidentiel des intellectuels américains, Raymond Aron ne sera jamais plus sollicité pour participer directement à la direction des affaires politico-militaires de la nation et il en a conscience. Bien qu'en retrait du débat stratégique et de la vie politique française il reste néanmoins influent outre-Atlantique. Invité pour des séjours de recherche aux États-Unis, il est fréquemment consulté par des chercheurs de premier plan, qui deviendront plus tard conseillers des « leaders du monde libre », comme Henri Kissinger, un de ses plus prestigieux élèves. Au faîte de sa carrière, celui-ci écrira que personne n'a eu sur lui « *une plus grande influence intellectuelle* » que Raymond Aron¹⁴. C'est au travers de figures comme celles de Kissinger que Raymond Aron a finalement exercé sa tâche de conseiller. Raymond Aron fut même membre-fondateur d'un *think tank* en 1961¹⁵, mais malgré son rayonnement il peina à rendre influente la branche française d'une sociologie de la bipolarité nucléaire. Finalement, sa participation à l'élaboration de la politique de défense française ne se fera que *via* son œuvre abondante et jamais sur intervention directe.

Raymond Aron stratège du « Six majeur »

Le cas Aron, au-delà de l'intérêt biographique qu'il constitue, est tout à fait représentatif de la manière de concevoir le débat stratégique en France. Contrairement à la tournure que prend la situation aux États-Unis à cette période, on assiste en France au divorce entre le travail de recherche universitaire, la pratique de la diplomatie ainsi que de la stratégie et la prise de décision politique. Cet éloignement est alors de plus en plus net. Pourtant, Raymond Aron est considéré comme l'un des grands stratèges de la période d'après-guerre. Ce « *Six majeur* », comme le nomme Christian Malis, est composé de Pierre Gallois, Charles Ailleret, André Beaufre, Lucien Poirier, Camille Rougeron¹⁶. Raymond Aron, est également un penseur de la première vague nucléaire. Il influencera notamment Lucien Poirier, autre stratège nucléaire, qui contribuera, avec André Beaufre, Pierre-Marie Gallois, Charles Ailleret, à l'élaboration de la doctrine nucléaire française. Poirier, le dernier des « *quatre généraux de l'apocalypse* », comme les nomme François Géré, appartient quant à lui à la deuxième vague de penseurs du nucléaire¹⁷. Raymond Aron partage en commun avec ces pionniers d'avoir saisi très tôt la révolution dans

¹² Voir sur ce point, José Colen, « Raymond Aron : l'homme et son œuvre » sur le site www.contrepoints.org, publié le 17 octobre 2013 (consulté le 10 juillet 2018).

¹³ Jean D'Ormesson cité par Fabrice Copeau, « Raymond Aron, itinéraire politique et intellectuel », <https://www.contrepoints.org/2013/10/18/142901-raymond-aron-itinerai-re-politique-et-intellectuel> (consulté le 19 juillet 2018).

¹⁴ Henri Kissinger cité par dans Fabrice Copeau, « Raymond Aron, itinéraire politique et intellectuel », <https://www.contrepoints.org/2013/10/18/142901-raymond-aron-itinerai-re-politique-et-intellectuel> (consulté le 19 juillet 2018).

¹⁵ Serge Halimi « D'une Croisade L'autre... », in *Le Monde Diplomatique*, mai 1995. Consulté le 25 juillet 2018 <https://www.monde-diplomatique.fr/1995/05/A/13865>.

¹⁶ Christian Malis, *Raymond Aron et le débat stratégique français (1930-1966)*, Paris, Economica, 2005.

¹⁷ François Géré, « Quatre généraux et l'apocalypse : Ailleret-Beaufre-Gallois-Poirier », *Stratégique* n° 53, La stratégie française, 1992/1.

l'armement et dans la stratégie qu'imposait l'apparition du feu nucléaire. Dans son essai *Le Grand débat*, il pose les bases du débat nucléaire national, quelques mois après l'explosion de la première arme atomique française, le 1^{er} janvier 1960. Initiée sous la IV^e République et terminée sous De Gaulle, elle donnait à la France un nouvel outil, auquel il fallait donner des conditions d'emploi, des concepts d'utilisation défensive et offensive, poser les limites diplomatiques et militaires. Soit, en définitive, bâtir une doctrine nucléaire propre et indépendante de celle des États-Unis et de l'OTAN.

Ce livre à la prose claire fut paradoxalement plus discuté aux États-Unis qu'en France. Pointant les faiblesses de la doctrine des « représailles massives », cet essai fut reconnu comme une contribution notable à la nouvelle posture choisie par l'équipe Kennedy : la « riposte graduée ». Par ses réflexions et travaux, Raymond Aron a favorisé une meilleure compréhension des enjeux qu'imposaient désormais aux responsables politiques et militaires liés à l'apparition de l'« *arme absolue* », selon la dénomination de Bernard Brodie. Pour lui, l'apparition du feu nucléaire pose une série de questions sur la place de ces nouveaux moyens de puissance, « *qualitativement différentes des armes conventionnelles* », ainsi que leur doctrine d'emploi dans la stratégie générale de l'armée. Les effets de leur pouvoir dissuasif n'est pas donné de manière spontanée, tout comme son influence sur la paix et la guerre, notamment *via* la redéfinition des relations aussi bien entre ennemis qu'entre alliés¹⁸. En effet, l'arme nucléaire bouleverse les cadres de la pensée stratégique traditionnelle. Les États doivent donc se doter d'une ligne de conduite pour la guerre d'anéantissement, prenant toute la mesure de la capacité de destruction sans précédent de ces nouvelles armes. Désormais possible, la guerre absolue (ou « *guerre atomique totale* » sous la plume d'Aron) relevait jusqu'alors de « *l'irréel* »¹⁹. La difficulté d'intégration au système de pensée militaire des États s'en trouve d'autant plus augmentée. Conscient de ces nouveautés et des conséquences qu'elles supposent sur un système international idéologiquement bipolaire, Raymond Aron va rechercher les moyens politiques de freiner les mécanismes d'escalade de la violence aux extrêmes qui pourraient amener à une guerre hyperbolique, totale.

Il se fait le partisan d'une solidarité atlantique forte face à l'Union soviétique et d'une dissuasion nucléaire européenne, comme le général Gallois, dont il préface l'ouvrage phare *La Stratégie de l'âge nucléaire*, paru en 1960. Favorable au projet de Communauté européenne de Défense (CED)²⁰, Raymond Aron critiquera la posture de dissuasion gaullienne fondée sur l'indépendance de l'atome et l'offensive « tous azimuts », qui fut défendue notamment par Charles Ailleret. À ses yeux, la multipolarité nucléaire est un risque pour la stabilité du système international. Cela ne l'empêchera certes pas de critiquer également les « lois de la dissuasion » relevées par son ami Pierre-Marie Gallois dans *Les stratégies à l'âge nucléaire*. Il considère en effet que la pertinence de la dissuasion peut difficilement être évaluée avec objectivité²¹. Dans la trinité clausewitzienne des caractères de la guerre, à la « *violence originelle* » et à la haine s'ajoute le « *jeu des probabilités et du hasard* » qui produit l'incertitude²². La Première et la Seconde Guerre mondiales, pour Raymond Aron, ne répondaient pas à un ensemble de probabilités et de décisions rationnelles, mais plutôt à un déchainement hasardeux de haine et

¹⁸ Raymond Aron, « Remarques sur l'évolution de la pensée stratégique (1945–1968) Ascension et déclin de l'analyse stratégique », *European Journal of Sociology/Archives Européennes de Sociologie*, vol. 9, n° 2, novembre 1968, p.151-152.

¹⁹ Stephen Launay, dans son ouvrage consacré à la pensée politique de Raymond Aron, distingue les guerres de renversement ou d'anéantissement et les guerres d'observation qui sont des réalités phénoménales, des guerres absolues qui sont « irréelles ». Voir sur ce point Stephen Launay, *La pensée politique de Raymond Aron*, Paris, PUF, 1995, p.158.

²⁰ Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, Paris, Robert Laffont, 1977, p. 449.

²¹ Pierre-Marie Gallois, Chapitre 4, « Les lois de la dissuasion », *Les Stratégies à l'âge nucléaire*, Paris, Economica, 1960.

²² Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Éditions de Minuit, 1955, Livre I, chap.1, p.69.

de violence. La terreur qu'impose la destruction mutuelle assurée entre les Deux Grands s'inscrit dans cette continuité. La guerre de Corée, trop souvent négligée par les analystes en relations internationales, constitue pour le penseur de la guerre et l'observateur avisé de l'actualité internationale qu'est Raymond Aron une séquence essentielle de la Guerre froide. Comme l'indique Stephen Launay qui cite Raymond Aron : « *Une nouvelle étape vient d'être franchie dans la direction de la guerre illimitée* » (27 juin 1950). Le risque de guerre totale réapparaissait. [...] « *Le but de l'Occident est et doit être de gagner la guerre limitée pour n'avoir pas à livrer la guerre totale* » [citation tirée de *Les Guerres en chaînes*, 1951, p.497] »²³. L'obtention par l'Union soviétique de l'arme nucléaire en 1949 mit un terme à ce que Raymond Aron nomme « *l'innocence nucléaire américaine* »²⁴. Elle impose également aux États-Unis confrontés à la guerre de Corée de repenser leurs relations avec leurs alliés — en l'occurrence dans le cadre d'une organisation telle que l'OTAN — et l'usage de leurs arsenaux conventionnels. Ainsi, la philosophie de l'arme nucléaire de Raymond Aron, inspirée de sa lecture attentive du stratège prussien Carl Von Clausewitz, qu'il contribuera à faire redécouvrir, l'amènera tout naturellement à privilégier avant l'heure l'option de la riposte graduée ou « souple », prônant une dissuasion « *conventionnelle* »²⁵, face à la doctrine des représailles massives et à la politique américaine du *New-Look* sous la présidence de Dwight D. Eisenhower synonyme pour lui de guerre absolue, mais souvent peu crédible²⁶ : selon lui, les Américains ne déclareront pas une guerre menant à l'anéantissement mutuel pour Paris, Hambourg, ou tout autre objectif mineur. Le gouvernement Eisenhower n'avait d'ailleurs pas jugé bon d'user de l'arme absolue dans les crises provoquées par le bombardement de Taïwan par la Chine de Mao (septembre 1954) l'insurrection de Budapest (octobre 1956).

Dans son approche d'un style radicalement nouveau, le fait nucléaire, Raymond Aron combine ainsi « *rationalisme clausewitzien* » et prudence aristotélicienne²⁷. Sa relecture du traité de Clausewitz montre la pertinence qu'il voit dans cette œuvre pour penser la stratégie à l'âge nucléaire. Il défend, dans la plus pure tradition clausewitzienne, une vision politique de l'arme nucléaire, en rupture avec les visions souvent trop militaires et technique de son époque prévalant en France tout comme aux États-Unis.

En cela, une comparaison avec le parcours de Lucien Poirier, stratégiste de la deuxième vague, inspiré par les travaux de Raymond Aron, est particulièrement instructive. Militaire, il fait une longue carrière dans les trois principaux conflits français de 1939 à 1962. Puis, à près de 50 ans, il intègre le Centre de prospective et d'évaluation (CPE) au sein du ministère des Armées où il contribue de manière décisive à l'établissement des axiomes de la dissuasion française. Il rejoint enfin le monde universitaire, enseignera à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), à l'ENA et l'ENS. Carrière brillante en tout point, qui le place néanmoins à distance des cercles du pouvoir. Comme Raymond Aron, il n'est à aucun moment inclus ou consulté de manière officielle pour participer à la décision collective ou à l'élaboration d'une politique en tant que membre élu d'un comité ou conseiller officiellement nommé et confirmé par le Parlement.

La pensée de Raymond Aron, comme nous l'avons déjà souligné, occupe chez Lucien Poirier une place de choix et côtoie celle des stratégistes français et américains de la première

²³ Stephen Launay, *La pensée politique de Raymond Aron*, op. cit., p.167.

²⁴ Raymond Aron, « Remarques sur l'évolution de la pensée stratégique (1945–1968) Ascension et déclin de l'analyse stratégique », art. cité, p.153.

²⁵ Aron, *Le Grand débat*, Paris, Calmann-Lévy, 1963, p.83.

²⁶ Voir Christian Malis, « Aron-Clausewitz, le débat continu », sur le site de l'Institut de stratégie comparée, http://www.institut-strategie.fr/strat_7879_MALIS2.html#Note8 (consulté le 12 juillet 2018). Voir également sur la politique du *New-Look* américain et la doctrine Dulles le texte de François David dans le présent volume.

²⁷ La formule « *rationalisme clausewitzien* » est utilisée par Stephen Launay. Elle suppose « *la rationalité instrumentale de l'emboîtement des fins et des moyens et la prééminence de l'entendement* ». Stephen Launay, *La pensée politique de Raymond Aron*, op. cit., p.161.

vague de l'ère nucléaire, le général de Gaulle, André Beaufre, Pierre-Marie Gallois, Charles Ailleret (même si comme le note François Géré Lucien Poirier le cite de manière marginale) et Henry Kissinger, Albert Wohlstetter, Thomas Schelling, Hermann Kahn, Bernard Brodie²⁸. Raymond Aron et André Beaufre ont joué un rôle pionnier, car ils ont perçu très tôt les transformations qu'impliquait l'arme nucléaire dans les relations internationales et stratégiques. En effet, le nucléaire a créé un état hybride de ni paix, ni guerre, comme l'évoque André Beaufre, ou un état où la guerre est improbable et la paix impossible, comme l'observe Raymond Aron. Cet état inédit, paradoxal, du système international, pour Lucien Poirier, implique de penser les nouvelles formes de conflit comme la crise. Pour Lucien Poirier l'autonomisation de la crise dans le spectre des états de conflits est la conséquence de la dissuasion nucléaire, ainsi que des stratégies indirectes mises en place par les superpuissances²⁹.

Malgré son influence sur la réflexion stratégique de son époque, Raymond Aron (et avec lui l'ensemble de l'Université française), reste exclu du débat stratégique qui met face-à-face militaires et hommes politiques, sans passer par le truchement de la réflexion scientifique. Une situation diamétralement opposée se produit au même moment aux États-Unis avec le parcours brillant des « *whiz kids* » (que l'on pourrait traduire par « petits surdoués ») qui entourent le président Kennedy et peuplent les *think tanks*. Formée autour de Robert McNamara, cette nouvelle version du *brain trust* déjà regretté par Aron fut promue successivement de la RAND à Ford, puis de Ford au ministère de la Défense américain. La convergence des deux milieux en une nouvelle forme de polyarchie associant la recherche spéculative de pointe à la classe dirigeante habituelle est permise par l'ampleur et la nature des institutions chargées de concevoir la politique étrangère américaine³⁰.

Détailler ici l'ensemble des spécificités de « l'entreprise de sécurité nationale » américaine serait long et fastidieux. Cependant, nous pouvons souligner deux facteurs fondamentaux faisant de la politique étrangère des États-Unis un objet à part, peu compréhensible pour les Européens : la complexité du défi à relever après 1945 et la porosité entre cabinets ministériels et monde académique. L'importance de la tâche à accomplir depuis 1945 nécessite une adaptation du format des institutions, qui prend forme avec le *National Security Act* de 1949. Le nombre, la complexité des dossiers et leur simultanéité rendent impossible leur gestion par le président, le secrétaire d'État et leurs équipes respectives. Renforcée par la peur de voir le pouvoir être concentré en une seule paire de mains, la division des tâches et des domaines de compétence fait que la politique américaine est élaborée par une pluralité d'acteurs au sein même de la branche exécutive³¹.

Outre le président et le secrétaire d'État, l'ambassadeur auprès de l'ONU, le ministre de la Défense, le patron de la C.I.A., le représentant américain au commerce (*United States Trade Representative*, chargé de négocier et signer les contrats commerciaux sans interférence de la part du président³²), le patron de l'USAID (en charge de la coopération internationale), le conseiller à la sécurité nationale ou encore le chef du *Homeland Security Department*, ont tous leurs domaines de compétences et sont des rouages nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre

²⁸ François Géré, *La pensée stratégique française contemporaine*, Paris, Economica, 2017. Voir également, Lucien Poirier, *Des stratégies nucléaires*, Paris, Hachette, 1977, p.299-316.

²⁹ Thomas Meszaros, « L'autonomisation du concept de crise dans le champ de la conflictualité internationale », *Revue de défense nationale*, n° 800, mai 2017, p.108-112 ; Thomas Meszaros, « crise » ni Benoit Durieux, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Frédéric Ramel, *Dictionnaire de la paix et de la guerre*, Paris, PUF, p321-329 ; voir également la contribution de Thomas Meszaros dans le présent volume.

³⁰ Voir Robert Dahl, *Polyarchie : Participation et Opposition*, Bruxelles, Presses de l'Université de Bruxelles, 2016.

³¹ Roger George & Harvey Rishikof, *The National Security Enterprise: Navigating the Labyrinth*, Washington, Georgetown University Press, 2017.

³² Voir la belle description de ce poste représentatif de la spécificité des institutions américaines par Walter Russel Mead, *Sous le signe de la Providence*, Paris, Odile Jacob, 2004.

une politique. Ajoutons, bien sûr, que l'agrément du ministre du Trésor et du Budget (*Office of Management and Budget*) est obligatoire et qu'aucun dollar ne sera dépensé sans leur signature.

Devant la complexité à coordonner et mettre d'accord un aussi grand nombre de centres autonomes de décision, afin de faire face à un nombre extrêmement important de problèmes et de crises internationaux, la nécessité d'un *staff* important, voire pléthorique, s'est imposée dans les ministères comme à la Maison-Blanche. Généreusement pourvus en analystes de haut niveau, les ministres, patrons d'agences et le président trouvent naturellement dans les *think tanks* et les universités des hommes prêts pour le service et devant fournir un jugement avisé sur l'ensemble des problématiques rencontrées. Remarquons de plus que la publicité des nominations et leur confirmation obligatoire par un comité du Sénat (1200 des 4100 postes renouvelés lors de l'accession au pouvoir d'un nouveau président sont dans ce cas). Ceci rend l'appel aux « académiques » d'autant plus naturel que la capacité à prendre en charge un pan précis de l'action de l'État doit être appuyée sur des compétences reconnues. Il existe par exemple trente-huit « assistants » au Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, en plus du ministre lui-même, de son adjoint (*deputy*) et du sous-secrétaire d'État (*under secretary of State*). Au total, quarante-et-un postes sont donc à pourvoir au sein du gouvernement au titre du Secrétariat d'État aux Affaires étrangères. Tous doivent recevoir un vote de confirmation de la part du *Committee for Foreign Affairs* du Sénat américain³³. Ils sont en charge de dossiers comme « les affaires africaines », « les affaires européennes et eurasiennes », les organisations internationales ou le contreterrorisme. Leur autorité est réelle et le président ou le secrétaire d'État ne peuvent outrepasser leur autorité dans le domaine qui leur a été confié, bien qu'ils soient nommés sur leur recommandation.

Pour illustrer le fonctionnement de ce système à l'époque de Raymond Aron, ainsi que sa propension à recruter dans le monde universitaire, nous pouvons examiner la composition du Conseil de Sécurité Nationale réuni par John Fitzgerald Kennedy. Celui-ci compte un grand nombre d'universitaires. Le Secrétaire à la Défense, Robert McNamara, expert en sciences du management et en théorie des jeux, est un ancien de la RAND Corporation. Il fut embauché par Ford après la parution d'une critique acerbe de la compagnie, que la direction trouva néanmoins assez convaincante pour engager l'ensemble de l'équipe d'une douzaine de jeunes diplômés brillants, gagnant à l'occasion leur surnom de « *whiz kids* ». Là, ils réussirent une réforme audacieuse d'une des plus grandes organisations que comptait l'Amérique et parvinrent à susciter l'admiration du pays tout entier pour avoir accompli une mission réputée impossible. McNamara est débauché par Kennedy lors de son accession au pouvoir, afin de reproduire, avec sa bande de « petits surdoués », le même exploit sur l'armée américaine. McGeorge Bundy, *National Security Advisor*, professeur de Relations internationales et ancien doyen de l'université de Harvard, est un penseur renommé et respecté. Il a officié au *Council for Foreign Relations*, autre *think tank* créé juste après la Première Guerre mondiale, et a été nommé par Kennedy à ce poste-clé afin de coordonner la conduite stratégique du pays. Nous pourrions encore évoquer Paul Nitze, *Assistant Secretary of Defense*, ancien professeur associé au *Washington Center of Foreign Policy Research* et à la *School of Advanced International Studies* de l'université Johns Hopkins de Baltimore, ainsi que George Ball, *Under Secretary of State for Economic, Business, and Agricultural Affairs*, brillant analyste et diplomate, qui critiqua dans des rapports retentissants la doctrine des bombardements stratégiques et le choix de l'envoi du contingent au Vietnam, et fut un ardent partisan de la construction européenne. Tous sont de véritables penseurs reconnus par leurs pairs dans leur domaine respectif. Ayant eu une carrière riche avant la vie politique, ils n'ont pas été élus au suffrage universel, mais exercent à présent une autorité à la fois politique et intellectuelle au sein du gouvernement Kennedy.

En dehors du premier cercle du pouvoir, d'autres universitaires ont joué un rôle décisif dans le débat stratégique. Outre Brodie, dont le parcours et la relation avec Aron sont décrits

³³ Anciennement, aux trois cinquièmes, la majorité ne doit dorénavant plus qu'être simple. Des pourparlers sont en cours pour ramener la nomination aux 3/5, c'est-à-dire à une nomination bipartisane fondée sur un consensus.

avec précision dans ce volume³⁴, un nombre important d'intellectuels américains, reconvertis dans l'analyse ou la diplomatie, purent servir de modèle à une version française de la collaboration entre décideurs et « *academics* ». Tout d'abord, le rival de Bertrand Brodie à la RAND, Albert Wohlstetter, est une figure pionnière au sein des stratèges ayant construit la doctrine nucléaire. Sa contribution est même jugée décisive au sein du « *petit groupe de ceux, qui désormais sont pour ainsi dire les professionnels de cette théorie* » et sont présentement « *plus occupé à poursuivre ses travaux et ses querelles qu'à mettre en forme les idées communes à tous* »³⁵. Dialoguant avec des experts devant en permanence adapter leurs doctrines aux événements et aux innovations, Aron présente avec un respect manifeste la trajectoire de ces penseurs, passés de l'université à l'administration, puis de l'administration à la branche exécutive de l'État, *via* les *think tanks*. On peut d'ailleurs analyser sa phrase comme une manière de souligner l'usage concret et bénéfique des intelligences disponibles, et par contraste la non-utilisation de cette ressource par le pouvoir français, qui ne peut pourtant appliquer telle quelle la doctrine de l'un ou de l'autre Grand. La réflexion fondatrice de Wohlstetter est ainsi décrite dans *Le Grand Débat* comme étant la première posant les bases systématiques, dans un rapport de décembre 1958, *The Delicate Balance of Terror*. Réussissant à penser au-delà des simples données immédiates du problème, il précise même que Albert Wohlstetter « *a joué un rôle fondamental* » dans la réflexion nucléaire, et que ses « *démarches de pensée demeurent valables* »³⁶.

Ce travail vient ouvrir la réflexion sur ce que Raymond Aron a nommé « *la troisième phase* » la confrontation nucléaire, c'est-à-dire le fait que « *des deux côtés, les armes thermonucléaires complètent ou remplacent les armes atomiques et les fusées s'ajoutent aux bombardiers* »³⁷. Ce moment se situe à la fin des années 50 et vient clore la seconde phase, dominée par la doctrine de John Foster Dulles des « *représailles massives* » et de la « *diplomatie au bord du gouffre* », consistant à une riposte nucléaire à toute agression soviétique. Seulement, la possibilité d'atteindre le territoire faisait que les États-Unis se trouvaient à présent dans la situation de risquer une guerre atomique sur leur territoire pour défendre Budapest ou Taïwan. Le jeu n'en valant clairement pas la chandelle (Washington n'avait pu d'ailleurs que protester contre la répression brutale de l'insurrection de Budapest), une nouvelle doctrine était pressément désirée par les militaires et les politiques, et en particulier par le groupe de chercheurs rassemblés dans l'équipe Kennedy, qui arrive au pouvoir à la fin de l'année 1960.

Voici comment Raymond Aron décrit cette nouvelle équipe dans son ouvrage historique sur la politique étrangère américaine.

[Kennedy] s'entoura d'universitaires, venus de la RAND Corporation de Harvard ; ceux-ci refoulèrent les hommes d'affaires et les hommes de loi qui formaient le gros des équipes de conseillers durant les deux mandats d'Eisenhower et même de Truman. Ces professeurs ou chercheurs avaient élaboré un système de pensée plus subtil que celui des généraux ou amiraux. La finalité globale de la stratégie américaine ne subissait aucune mutation, mais les responsables prenaient une conscience plus claire des différents terrains sur lesquels se déroulait la rivalité soviéto-américaine : rivalité militaire, aux deux niveaux nucléaire et classique, rivalité politico-idéologique, dont les résultats dépendaient des luttes de partis à l'intérieur des États. La subversion et la contre-subversion représentaient une sorte de domaine intermédiaire

³⁴ Voir la contribution de Jean-Philippe Baulon dans le présent volume.

³⁵ Raymond Aron, *Le Grand Débat*, Paris, Calmann-Lévy, 1963, p.46.

³⁶ *Ibid.*, p.49.

³⁷ Raymond Aron, *Mémoires*, Paris, Robert Laffont, 2003, p.596.

entre le terrain militaire et le terrain politique, puisque l'une et l'autre comportaient les deux dimensions³⁸.

Malgré la réticence des milieux traditionnels, aussi prégnants aux États-Unis qu'en France, les universitaires avaient réussi, à l'occasion de l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération derrière les frères Kennedy, à pousser les portes du pouvoir et conquérir leur place dans le processus de prise de décision stratégique :

Les conseillers du Président, d'après leur propre témoignage, craignaient le mépris que les chefs des forces armées, les professionnels de la C.I.A. manifestent volontiers aux *eggheads*, aux intellectuels inconscients des rudes nécessités de la lutte pour la vie entre États. [...] Leur contribution propre, curieusement, se situa sur le terrain militaire. Ils introduisirent au Pentagone, les modes de raisonnement élaborés, sous le nom de stratégie nucléaire, dans les instituts ou les universités, la conception d'un grand accord russo-américain, conforme à l'intérêt des deux grands, afin de réduire au minimum les risques d'une guerre nucléaire que personne, à moins de démence, ne pouvait vouloir³⁹.

Sous cette description se voulant objective du nouveau système de fonctionnement de l'*administration* Kennedy, Aron cache mal son approbation, sinon son enthousiasme pour l'introduction de chercheurs au plus niveau de l'État. Placés directement sous la responsabilité du chef de l'État sans être passés par les fourches caudines de l'élection, leur présence enrichit la réflexion collective de l'exécutif, sans qu'il s'agisse de simples conseillers embauchés et remerciés en dehors de toute position officielle. Responsables de la politique de défense et de sécurité devant l'opinion et le Congrès, leur statut, et en particulier celui du « conseiller à la sécurité nationale », permet de recourir à des personnalités extérieures au monde politique, tout en les maintenant sous le contrôle étroit d'un chef de l'État ayant reçu l'onction du suffrage universel. Système mixte combinant éléments aristocratiques sous un strict contrôle démocratique⁴⁰, cette formule permet d'éviter deux écueils : confier les rênes de la diplomatie et de la guerre à des hommes insuffisamment préparés, mais désignés par une lecture stricte du mode de désignation électif ; concentrer le pouvoir dans des mains déliées de la responsabilité devant le peuple et ses représentants, et se soustrayant au principe sacro-saint des contre-pouvoirs (*checks & balances*).

Invité aux séminaires de stratégie conjoints organisés par le Harvard et le MIT, Raymond Aron assiste et contribue aux recherches menées par Hermann Kahn, aboutiront à la formulation de la nouvelle doctrine, la « riposte graduée »⁴¹. Il porte dans ce forum de haute volée la voix des pays relativement moins importants de l'alliance atlantique et l'on pourrait presque dire qu'il devient plus influent, sur le court terme tout du moins, en Amérique qu'en France. Herman Kahn partage le point de vue de Raymond Aron sur l'impossibilité de formaliser grâce à des formules mathématiques de manière infaillible la dissuasion. Notant fièrement que celui-ci utilise ses travaux dans sa propre réflexion (qui sert notamment lors de la crise de Cuba), l'auteur du *Grand débat* rappelle dans ses mémoires la nature de leurs échanges⁴². La phrase utilisée par Herman Kahn dans son ouvrage de 1965 — « *Il ne faut pas discuter dans l'abstrait de la dissuasion, mais savoir qui dissuade qui, de quoi, par quelles menaces, dans quelles*

³⁸ Raymond Aron, *La République impériale*, Paris, Calmann-Lévy, 1973, p.100

³⁹ *Ibid*, p.100-101.

⁴⁰ Aristote, *Politique*, livre IV, §9, [1294 b]

⁴¹ Raymond Aron, *Mémoires*, Paris, Robert Laffont, 2003, p.597.

⁴² *Ibid.*, p.599.

circonstances » — permet de comprendre pourquoi les Berlinois et les états-majors otaniens n'ont jamais vraiment craint un coup de force contre l'ancienne capitale de l'Empire allemand. L'enjeu, malgré sa faible valeur relative, serait une incitation à aller plus loin dans le coup de force, restait décisif pour la défense de l'Allemagne de l'Ouest tout entière. L'Union soviétique risquait ainsi une crise prolongée et une guerre potentielle, malgré la faible population de la moitié occidentale de Berlin.

Le même constat est valable pour la totalité de l'Europe démocratique. Tant que la doctrine américaine pose avec certitude la réplique, les Soviétiques ne pourront entreprendre une conquête, car ils ne souhaitent pas arriver à l'extrême avec Washington. La « doctrine McNamara » n'abandonnait pas les « représailles massives », mais les réservait pour les situations extrêmes, les rendant en cela plus crédibles. Narrant sa rencontre avec le « *whiz kid* », Aron note sans trop y croire que McNamara lui confia avoir apprécié et utilisé son livre plus que tout autre traitant de la menace nucléaire⁴³. Il n'est pas douteux, en revanche, que l'ouvrage fût traduit très rapidement et utilisé dans les universités américaines. Henry Kissinger, qui cite Raymond Aron comme l'un de ses maîtres à penser, le cita abondamment, et lui confirma les paroles du Secrétaire d'État de Kennedy. La principale fierté de Raymond Aron semble avoir été, sur ce dossier, de contribuer à faire abandonner le projet « bizarre » de l'OTAN, créant une force nucléaire interalliée, mais paralysant la prise de décision politique de lancer l'engin de mort, ce dont les Soviétiques n'auraient pas manqué de profiter.

Cette menace n'avait malheureusement pas même effleuré l'opinion européenne, ni même les responsables politiques d'une puissance nucléaire comme la France. « *Les hommes d'État et les journalistes européens ignoraient pour la plupart le développement des idées américaines dans les universités et les think tanks. John Fitzgerald Kennedy introduisit ces idées avec ses conseillers universitaires. Comme la plupart des ministres ou des commentateurs s'en tenaient encore à la doctrine primitive des représailles massives et du casus belli simple (le franchissement de la ligne de démarcation), les subtilités apparentes de la nouvelle doctrine furent mal comprises ou, tout au moins, interprétées de la manière la moins indulgente pour les Américains* »⁴⁴. Alors qu'elle permettait une alternative entre se coucher et déclarer la guerre nucléaire (et donc la destruction avant toute chose de l'Europe), en abandonnant le bluff des *massive retaliations*, la nouvelle doctrine était interprétée par le Vieux Continent, et en particulier à Bonn et à Paris, comme un relâchement de l'alliance. C'était, selon Raymond Aron, avoir manqué l'essence même du débat.

La collaboration avec Herman Kahn se poursuivit par une aventure commune. De plus en plus troublé par la prédominance des partisans de la formalisation mathématique de l'équilibre nucléaire⁴⁵, le concepteur de la *flexible response* choisit de quitter la RAND Corporation et de former, 1961, son propre *think tank*. Contacté pour rejoindre la nouvelle équipe, qui comprend notamment le sociologue Daniel Bell, le groupe de réflexion a pour ambition de promouvoir une approche réfléchie de la sécurité collective occidentale, et de se pencher sur la meilleure architecture de défense pour parvenir à ce but, aussi bien en Amérique qu'en Europe. Mais la tentative tourne court en France, et Aron ne parvient pas à s'approprier l'oreille des présidents. Ni de Gaulle et son successeur Pompidou, ni le nouvel espoir Valéry Giscard d'Estaing ne lui demandèrent conseil, ni encore moins ne lui proposèrent de poste officiel. La brouille avec le milieu conservateur du gaullisme étant ancienne et profonde, l'ignorance mutuelle ne surprit en rien le sociologue-éditorialiste. En revanche, il semble avoir nourri de réels espoirs d'influencer la présidence après l'accession au pouvoir des centristes en 1974.

Lors de deux rencontres que Raymond Aron relate dans ses mémoires, le président Giscard d'Estaing lui donna l'occasion d'exposer son point de vue sur les priorités

⁴³ *Ibid.*, p.600.

⁴⁴ *Ibid.*, p.602.

⁴⁵ À l'instar de Bernard Brodie. Voir la contribution de Jean-Philippe Baulon dans ce volume.

internationales. La première rassemblait « le gratin » de la politique de défense et du nucléaire français autour d'un dîner à l'Élysée peu de temps après l'élection. Aux généraux Pierre-Marie Gallois et André Beaufre se joignaient les aides militaires du chef de l'État et les journalistes les plus en vue dans le domaine militaire. En froid avec Pierre-Marie Gallois, Raymond Aron se contente de deviser sur la doctrine nucléaire avec modération, tandis que son rival s'en tient à une vision maximaliste de la « sanctuarisation » du territoire et plaide pour une vision rétrécie des « représailles massives », jugée périmée, nous l'avons vu, par notre analyste, car elle ne laissait le choix qu'entre la guerre totale ou l'acceptation des agissements de l'ennemi. Incapable de décider d'une frappe nucléaire lors de l'insurrection de Budapest ou du bombardement de Taiwan, le gouvernement Eisenhower n'avait eu d'autre choix que de laisser Moscou et Pékin agir à leur guise. Pour Aron, l'arme nucléaire ne doit pas être une entrave à l'action, rendant chaque geste trop brutal, mais élargir l'éventail des actions extérieures possibles. En cela, la doctrine Dulles des représailles massives avait l'inconvénient de ne laisser d'autre alternative que celle entre destruction totale de l'ennemi et action localisée, outre sa tendance à consumer une part très substantielle des crédits dans le Strategic Air Command. Cependant, alors que les premières rencontres sont conclues par une promesse de collaboration, notamment après un débat sur les très controversées armes nucléaires tactiques, Valéry Giscard d'Estaing laissa la relation s'étioler peu à peu, jusqu'à l'extinction complète et définitive⁴⁶.

L'autre occasion fut certainement plus proche de toucher au but. Un peu moins d'un an plus tard, Raymond Aron fut convoqué à l'Élysée, pour discuter de la politique à adopter à l'égard d'Israël et le sujet déborda sur la question nucléaire. Là, encore, le président déclara vouloir approfondir les entretiens, mais aucune relation sérieuse ne s'installa entre les deux hommes. Le modèle américain du *brain trust* ne fut pas retenu par le candidat du renouveau. Raymond Aron laisse percer sa déception, sans toutefois en faire reproche à celui qu'il a pourtant soutenu. Citant dans sa passionnante autobiographie intellectuelle l'un de ses éditoriaux dans lequel il rappelle la faiblesse de l'avance de Giscard d'Estaing sur François Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1974 (moins d'un pour cent), il laisse entrevoir dans quelques phrases la déception de ne pas voir implanter le modèle de l'universitaire-conseiller du prince : « *Les conseils perçaient entre les lignes. L'accession à l'Élysée d'un homme auquel une fraction du parti dominant de la majorité portait une inimitié particulière devrait entraîner une autre pratique des institutions. Plus question d'exercice solitaire du pouvoir, fini le temps où les conseillers de Georges Pompidou faisaient trembler les ministres en se vantant d'avoir "chassé" le Premier ministre [Jacques Chaban-Delmas]. Je souhaitai une équipe ministérielle solide qui ne dut pas sa substance, son existence même au choix du président* »⁴⁷. On croirait presque que Raymond Aron reprend dans ses *Mémoires* une note rédigée « au cas où », mais qu'on ne lui demanda jamais de transmettre.

Aron américain ?

La thèse ici développée est celle de l'échec de la présidence française à implanter un modèle auquel Raymond Aron croyait, celui de la continuité entre une recherche intellectuelle, pratique du pouvoir et l'exercice des hautes fonctions politiques, celles du diplomate et celles du militaire. Se livrant à un exercice d'introspection sincère dans son testament intellectuel, il aborde en conclusion la question de sa carrière politique manquée.

Ai-je regretté de n'avoir pas été le Kissinger d'un Prince ? [...] Je crois plus simplement que je n'ai jamais possédé les qualités nécessaires à l'exercice du pouvoir, même au niveau de conseiller. Prudent dans mes écrits, je contrôle mal mes propos. Je me laisse aller à des formules

⁴⁶ Voir Raymond Aron, *Mémoires*, *op. cit.*, p.730-1.

⁴⁷ *Ibid.*, p733.

extrêmes, de circonstance ou d'humeur, qui n'expriment pas ma pensée profonde et qui risquent de la discréditer. L'homme politique doit tenir sa langue autant que sa plume⁴⁸.

Le politologue fait ici un premier constat sur sa capacité à être, au sens plein du terme, un « homme politique ». La réponse lui paraît évidente : il n'aurait pu suffisamment se discipliner et n'aurait pu, par conséquent, être élu ou figurer dans un gouvernement. Mais ce n'est qu'une réponse partielle. Qu'en est-il de la fonction de *National Security Advisor*, nommé directement par le président américain et ne nécessitant pas de recevoir confirmation au Sénat ?

Le cas d'Henry Kissinger obsède les commentateurs, en raison des relations que j'entretiens avec lui, des sentiments qu'il me porte et dont il ne fait pas mystère, même en mon absence. Mes petits-enfants garderont avec fierté l'exemplaire de ses *Mémoires* avec la dédicace *To my teacher*. [...] Présider le Conseil national de sécurité à Washington, instruire chaque matin le président de l'état du monde, négocier pour lui à Pékin ou à Moscou, une telle fonction m'aurait fasciné *si j'avais été un citoyen américain*. D'autant plus que McGeorge Bundy, Rostow, Kissinger, Brzezinski, professeurs de stature comparable à la mienne à Harvard, accédèrent à cette fonction sans mener une campagne électorale, sans faire le siège du Prince. Bien entendu, citoyen américain, j'aurais souhaité l'expérience du pouvoir⁴⁹.

En aurait-il alors eu les capacités ? Il aurait alors fallu « *s'imposer dans la jungle des querelles washingtoniennes, querelles des personnes et des administrations, séduire la presse ou, tout au moins, en éviter l'hostilité, prendre ou inspirer les décisions, souvent nécessaires, qui envoient à la bataille et à la mort de jeunes hommes* »⁵⁰. Chose qu'il confesse ne pas être certain d'avoir faite sans remords, car « *c'est une d'admettre dans l'abstrait le recours aux armes, une autre de convaincre le président hic et nunc d'y recourir* »⁵¹. L'exercice devient alors d'imaginer la transposition d'un tel poste en France. Seulement, « *aucun des présidents la République n'a eu besoin d'un tel conseiller et ne l'aurait accepté. Et le poste n'eût pas été très excitant* »⁵². La gestion des affaires du monde par les professeurs d'université restera donc le propre de Washington.

Il y a, selon toute vraisemblance, trois manières de lire cette ultime considération réflexive. La première est que le pouvoir politique en tant que tel n'a jamais intéressé Raymond Aron. S'il a toujours cherché à le comprendre, il n'a jamais cherché à le posséder et n'a jamais senti prêt à en accepter les servitudes. Il note cependant que la fonction n'est pas exclusivement élective et que les stratégestes du Conseil de Sécurité Nationale durent dispenser d'un long parcours politique et d'une validation par les urnes.

Une autre manière de voir pourrait donc être de déceler dans les propos de Raymond Aron un lointain regret : celui de n'avoir pas choisi de demeurer en pays anglo-saxon après la guerre et d'avoir fait son retour à Paris. Le scénario est plausible et Raymond Aron s'est peut-être posé la question « et si... ? ». Le cas Brzezinski a peut-être donné matière à réflexion. Polonais resté par hasard en Amérique du Nord (son père était diplomate au Canada en 1940) le conseiller à la sécurité nationale de Carter était parvenu jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir et dirigea

⁴⁸ Raymond Aron, *Mémoires*, *op.cit.*, p.986-987.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*, p.988.

⁵² *Ibid.*

pour un temps la diplomatie américaine. Seuls les proches de Raymond Aron peuvent se prononcer, mais ce « si j'avais été citoyen américain » est bel et bien ambivalent, que cela soit volontaire ou non.

Enfin, le sens profond qui se dégage de cette « autocritique » dépasse la simple personne d'Aron. Elle peut être lue comme un constat sur nos institutions politiques et sur le devenir de l'Europe en tant qu'ensemble d'États choisissant d'être sujets et non objets de l'Histoire. Pour pouvoir être conseiller du Prince, encore eut-il fallu que les institutions ayant porté McGeorge Bundy, Henri Kissinger et Zbigniew Brzezinski à la Maison-Blanche existassent ! Or, la France, limitée à « *conserver sa zone d'influence* »⁵³ n'avait nul besoin d'un Conseil à la Sécurité Nationale doté de réels pouvoirs. L'esprit de la V^e République commandait un exercice personnel du pouvoir, par-dessus tout dans le « domaine réservé ». Confronté à des problèmes routiniers en Afrique et avec le monde communiste, avançant prudemment sur le dossier de l'unification européenne et déléguant *de facto* les grandes décisions en termes de sécurité aux Américains, les politiciens français n'avaient que faire d'un conseiller disposant de la stature nécessaire pour s'opposer et s'imposer face au président et dire, devant ses équipes, d'une voix calme et assurée « le roi est nu ». Au pouvoir doublement restreint qu'offrait la politique française, Aron préféra — ou se résigna à, nous ne saurons jamais vraiment — la liberté totale des propos académiques, malgré la grande hostilité du milieu. Quelle qu'en soit la raison, nous ne saurions regretter la voie qu'emprunta Aron.

⁵³ *Ibid.*, p.988.